

Les bombes à retardement de la république

Article rédigé par *Liberté politique*, le 31 janvier 2023

Le retour de quinze femmes de djihadistes et de leurs enfants en France inquiète les services de renseignement et met en relief l'une des nombreuses « bombes à retardement » qui menacent le pays.

La croisade s'amuse

Après plusieurs mois passés dans des camps en Syrie, quinze femmes djihadistes et leurs trente-deux enfants sont rentrés en France. Un retour en bloc qui rompt avec la politique du cas par cas qui avait encore cours du temps de François Hollande. Par faiblesse et sous pression d'ONG et d'institutions internationales (CEDH...) la France doit donc récupérer des « *enfants perdus de la république* » ou moins prosaïquement ses rebus passés chez Daech. Dans le *Figaro*, des témoignages d'enquêteurs et de magistrats attestent du risque de retour en France de femmes acquises à l'islamisme.

Demain jugées puis libérées, ces militantes de l'État Islamique auront tôt fait de se retrouver dans les attentats et les coups de force qui frapperont le pays dans les années à venir. S'il est inimaginable de séparer ces femmes de leurs enfants, il est impardonnable de les faire revenir en France. Ceux qui incitent à ce retour devront être jugés quand ces revenants commettront des crimes.

Au frais du contribuable, ces anciennes femmes du djihad vont désormais profiter du système de santé et des allocations d'un pays dont elles veulent la mort.

La poussière sous le tapis

Le retour criminel de ces populations chez nous constitue une faute de la part de nos dirigeants et est à classer parmi les nombreuses bombes à retardement qui menacent. Le trafic d'armes occasionné par la guerre en Ukraine a vu le cours de la kalachnikov s'effondrer dans nos banlieues ce qui ne manquera pas de poser de sérieux problèmes pour les prochains soulèvements.

Episodiquement, la France connaît des temps d'émeutes dans ces territoires. Dans les années 1980 puis 1990, c'est dans la région lyonnaise - autour d'agglomérations comme Vaulx-en-Velin - que ce phénomène prendra forme avec, en apothéose, les émeutes de banlieues de 2005 dans toute la France. Depuis, des épisodes de violences ont lieu épisodiquement en marge des grands centres urbains : à Villeneuve au sud de Grenoble, en juillet 2010, et évidemment en région parisienne où « l'affaire Théo » sera un prétexte au désordre.

L'embrasement de 2005 ne s'est jamais reproduit mais les banlieues ne se portent pas mieux. Elles sont mieux armées, désinhibées en matière de violence, mieux organisées grâce aux progrès du numérique et surtout mieux équipées en armes. Si demain une explosion analogue à celle de 2005 survient, les dégâts et l'affrontement seront d'un autre ordre et ce sont les réseaux « communautaires » qui seront appelés à la rescousse pour calmer les esprits, illustrant un peu plus le changement des équilibres en présence.

La misère que nous laisserons demain

La bonne conscience écologiste indique aux générations de laisser la terre en meilleur état qu'ils ne l'ont trouvée. Qu'en est-il de la France ? En rapatriant des individus qui ont trahi leur pays, en ne prenant pas le problème des banlieues et de l'insécurité à bras le corps, les gouvernants nous garantissent un enfer proche. A ce cauchemar identitaire et sécuritaire qui se profile, s'ajoute le développement de la surveillance de masse qui rogne jour après jour sur nos libertés (comme en atteste le retour de la reconnaissance biométrique devant le Sénat) sans jamais viser les populations à problèmes. La pauvreté aussi gagne du terrain : ici et là, des bidonvilles se reforment en France et l'abandon des plus pauvres par l'État et la société se fait de plus en plus sensible.

La négligence et le mépris de l'Etat pour les Français, leur sécurité et leur dignité nous précipitent vers des lendemains sinistres. En prendre conscience, c'est commencer à réagir. Il ne s'agit pas de noircir le tableau mais de pouvoir poser sur le papier, une fois de temps en temps pour ne pas oublier, ces graves menaces qui planent sur le pays. Seul un constat lucide et sans concession permettra demain d'amorcer le redressement nécessaire. Haut les cœurs !

Olivier Frèrejacques

31/01/2023 01:00